Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 2970148
Centre d'intérêt: 080

Landry, Bernard.

La mondialisation de l'économie et son impact sur l'éducation / par Bernard Landry. -- Montréal : Fédération des cégeps, [1989?].
31 p. ; 26 cm.

"Conférences sur l'éducation de la Fédération des cégeps, le 24 février 1989, Hôtel Hilton, Québec".

Vedette(s)-secondaire(s): Fédération des cégeps

Descripteur(s): Economie • Education

La mondialisation de l'économie est un mouvement qui semble irréversible. Les conséquences de ce phénomène sur l'éducation sont liées à trois facteurs. D'abord, la technologie circulant plus librement, la concurrence va maintenant porter sur la qualité des ressources humaines. Deuxièmement, les changements seront à l'avenir difficilement prévisibles du fait de la multiplication des intervenants. Enfin, la centralisation excessive sera de plus en plus dangereuse. Les éducateurs et les gestionnaires de l'éducation auront un rôle vital dans ces changements rapides et devront être sensibles aux problèmes locaux.

Type de document: r

FÉDÉRATION DES CÉGEPS

CONFÉRENCES SUR L'ÉDUCATION DE LA FÉDÉRATION DES CÉGEPS

LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE
ET SON IMPACT SUR L'ÉDUCATION

par
M. Bernard Landry
professeur au Département des sciences administratives
de l'Université du Québec à Montréal
Le 24 février 1989
Hôtel Hilton, Québec

Une publication du
Service des communications et de la documentation
Fédération des cégeps
500, boulevard Crémazie Est
Montréal (Québec)
H2P 1E7
Tél.: (514) 381-8631

Présentation[1]

Les Conférences sur l'éducation, que la Fédération des cégeps compte tenir une fois l'an, en février, ont pour objectif de jeter un regard prospectif sur un sujet d'actualité dont on trouve écho dans le système d'enseignement supérieur. Plusieurs personnes du réseau des collèges avaient demandé à la Fédération d'organiser régulièrement une activité d'information et de ressourcement qui permette de se dégager de certaines préoccupations quotidiennes et de jeter un regard vers demain. C'est dans ce cadre que s'inscrivent nos Conférences sur l'éducation.

La série s'ouvre sur l'économie. Si les accords du GATT, l'Europe de 1992, le traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ont fait l'objet de nombreuses discussions et de plusieurs reportages récents, on a peu parlé de leur influence, de leurs répercussions sur l'éducation en général et, en particulier, sur l'enseignement supérieur. Pour traiter de ce sujet, nous avons invité M. Bernard Landry, un expert conseil en économie internationale.

Diplômé en droit, en économie et en finance, M. Bernard Landry a été responsable de plusieurs ministères à vocation économique de 1976 à 1985. Il a été tour à tour ministre d'État au développement économique, ministre du Commerce extérieur, ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur et enfin ministre des Finances. M. Landry se consacre maintenant à l'enseignement. Professeur au département des sciences administratives de l'Université du Québec à Montréal depuis 1986, il publie de nombreux articles de journaux et de revues. En 1987, il a d'ailleurs publié un livre sur le libre-échange intitulé *Commerce sans frontières, le sens du libre-échange*. M. Landry est membre du conseil d'administration de plusieurs entreprises québécoises. Aujourd'hui, M. Landry traite de la mondialisation de l'économie et de son impact sur l'éducation.

Bonne avant-midi, mesdames, messieurs.

---

[1] par M. Gaëtan Boucher, directeur général de la Fédération des cégeps

Allocution

Avant-propos

J'ai plusieurs raisons d'être heureux d'être parmi vous. D'abord parce que j'ai devant moi un certain nombre d'amis et d'ex-employeurs. Dans une autre phase de ma vie, la plus dynamique, celle d'avant mon entrée en politique, j'ai enseigné dans les cégeps. Je suis de retour à l'enseignement, dans une sphère où il faut moins d'énergie mais, paraît-il, plus de sagesse...

Vous me fournissez l'occasion de vous confier ce que je dis à qui veut l'entendre : la qualité des étudiants et des étudiantes que je trouve dans ma salle de cours - qui ont quitté les vôtres l'an dernier - est l'une des belles surprises que m'a réservée ma venue au monde de l'enseignement universitaire. Ils sont bien mieux que leur image publique et je suis fort impressionné, non seulement par leur façon de s'exprimer, mais également par la façon dont ils et elles articulent leurs idées. D'autant plus que la révolution informatique fait de la facture matérielle des devoirs une véritable beauté, avec des graphiques de couleurs, des dates, des asymptotes faites par des machines que nous payons moins cher grâce au traité de libre-échange...

Deux phases. Dans une première, c'est surtout moi qui parle. La deuxième, vous la mettrez à profit, je l'espère, pour poser des questions supplémentaires ou critiquer les thèses que j'aurai émises. Si vos questions sont agressives et vindicatives, elles me rappelleront simplement mon ancien métier avec nostalgie. Alors ne vous gênez pas.

Dans la première partie je vous parle de deux choses. Une que normalement je dois connaître beaucoup mieux que vous : la mondialisation de l'économie. Et une autre que, normalement, vous devez connaître beaucoup mieux que moi : ses effets sur l'éducation. Mais je vais courageusement parler des deux, en étant beaucoup plus prospectif quant aux effets sur l'éducation. Je vais en traiter de façon forcément un peu superficielle sans toutefois tomber dans l'excès résumé par cette petite phrase, attribuée à Woody Allen : «j'ai lu *Guerre et Paix* par la méthode de lecture rapide : ça parle de la Russie».

La mondialisation économique

On parle beaucoup de mondialisation. Mais on en parle peut-être un peu tard. On en parle alors que la vague nous atteint. Mais cette vague se prépare depuis longtemps. Elle s'inscrit dans l'histoire de ce siècle, à peu près au milieu. Il est sûr que de tous temps il y a eu des échanges entre les peuples. Il y a eu de grandes cités commerçantes au Moyen Âge. Toutefois, ces échanges étaient marginaux. Pourquoi? Parce qu'à l'intérieur même des peuples, les échanges étaient marginaux. La plupart des familles vivaient en autosuffisance. Et 80 ou 90 p. cent de la main-d'oeuvre active était engagée dans l'agriculture et vivait des fruits de son travail. Cela ne laissait guère de place aux échanges de famille à famille, de village à village et, a fortiori, de pays à pays. Ceux-ci étaient réservés à des denrées d'une complémentarité absolue : les produits exotiques vendus au Nord.

Tout cela a changé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Une puissante théorie, celle sur laquelle est basé le commerce extérieu, la spécialisation internationale des tâches, la théorie des avantages comparés, a alors rencontré un puissant courant pratique. La puissante théorie, je la rappelle quoiqu'elle traîne dans tous les manuels : les plus habiles fabriquent pour tous les autres ce en quoi ils sont habiles. De cette façon, nous aurons partout sur la terre les meilleurs prix avec le meilleur rapport qualité-prix.

Le modèle est ultra-simplifié. De la théorie à une pratique étendue à plusieurs milliards d'êtres humains, il y a bien des avatars, bien des changements, bien des décennies et même quelques

siècles. Mais l'accélération de l'application de cette théorie et sa jonction avec sa pratique est une conséquence directe de la Deuxième Guerre mondiale.

Après la Deuxième Guerre mondiale, dans les milieux politiques, dans les milieux économiques, chez les philosophes, chez les écrivains, chez les gens de tous les peuples et de toutes conditions, le sentiment dominant était pratiquement le désespoir. En moins de cinquante ans, les peuples soi-disant les plus évolués, soi-disant les plus civilisés, s'étaient affrontés deux fois d'une façon cruelle et violente dans des événements qui étaient le contraire de l'évolution et le contraire de la civilisation.

La guerre 1914-1918 laisse trois ou quatre millions de morts sur le terrain et doit être la «der des der». Mais on remet ça de 1939 à 1945 et c'est au moins 40 millions de morts. Le diagnostic qui se fait dans l'horreur qui suit le deuxième conflit mondial, c'est que tous ces affrontements ont été dus largement à des dysfonctions économiques graves. La crise de 1929 est pointée du doigt comme responsable en grande partie de la Deuxième Guerre mondiale dans la mesure où elle a créé dans divers pays le terreau nécessaire à la croissance des idéologies fanatiques et violentes.

Si le diagnostic est économique, les remèdes doivent être économiques. Et c'est la raison pour laquelle, dans une unanimité remarquable, on a vu à l'Est comme à l'Ouest s'engager une série de conférences alors que la paix n'était pas encore signée et que les canons ne s'étaient pas encore tus, pour réorganiser l'économie mondiale. Il y eut celle de La Havane, en particulier, où essentiellement fut dessiné l'accord général sur les tarifs et le commerce : le General Agreement on Trade and Tarifs, le GATT.

Le GAAT

Le GATT a pris son rôle au sérieux. Il s'est mis en valeur dans une série de négociations successives, de rondes, de discussions internationales dont l'objectif était nul autre que d'abolir dans toute la mesure du possible toutes les barrières résiduelles à la circulation des biens, des services et des capitaux. Et le GATT a connu un succès extraordinaire, d'abord parce que le nombre de membres a plus que doublé depuis sa fondation, en partie en raison du phénomène de la décolonisation, pour s'établir à une centaine de pays souverains. Ceux-ci ont tenu inlassablement des assises baptisées Dillon Round, Tokyo Round, Kennedy Round, Uruguay Round, dont la réunion de mi-parcours a eu lieu à Montréal en décembre 1988.

À chacune de ces tentatives, on a grugé les murs et les frontières qui entravaient la libre circulation des biens et des services. Un exemple : au Kennedy Round, on a abaissé de 50 p. cent d'un seul coup la douane entre tous les pays membres, sur tous les produits industriels. Il s'agissait là d'une décision prise à Genève, dans une instance multilatérale, qui affectait directement et lourdement les relations bilatérales entre deux pays, les États-Unis et le Canada. Bref, ce qui a été décidé dans le traité de libre-échange est moins important que ce que le GATT avait réalisé entre les deux pays depuis 1947.

Le FMI

Mais parle-t-on de commerce qu'il y a telle chose que le paiement. À la même période, voit le jour une autre institution destinée, elle, à faciliter les paiements et créer une monnaie mondiale. Aujourd'hui, il y en a une, officieuse, le dollar américain, accepté aussi bien sur la place Tien an men que sur la place Rouge ou qu'à l'ombre de la place Ville-Marie. Cela découle d'une décision prise dans un petit village du New Hampshire vers les mêmes années, Bretton

Woods, où l'on a mis sur pied le Fonds monétaire international (F.M.I.) qui est l'institution d'émission, la banque centrale du commerce mondial.

Et le Fonds a, lui aussi, pris son rôle au sérieux. Il nous a dotés d'un système qui a tenu le coup jusqu'aux accords de la Jamaïque en 1976, le système des parités fixes. Après, on est passé à un système monétaire international également coordonné par le F.M.I. - le système des taux de change structurants contrôlés - qui permet au commerce mondial de tabler sur une certaine stabilité monétaire.

Deux grandes organisations à vocation mondiale initient et accélèrent le processus de mondialisation. Mais d'autres institutions, régionales celles-là, prennent aussi le relais du grand dessein mondial. Un certain nombre de continents et de pays s'organisent pour qu'entre eux, dans leur région du monde, la fluidité soit portée à son maximum et que les échanges se fassent sans frontière.

Les organisations régionales

Le grand exemple, c'est la réunion tenue dans la ville de Rome en 1957. Avec la signature du traité de Rome, six pays européens mettent sur pied une communauté économique, qui ira de succès en succès. Ils sont maintenant 12. Non seulement regroupent-ils 320 millions de consommateurs, mais ils s'acheminent vers une intégration plus grande encore. En 1992, le Marché commun sera désigné sous l'appellation de marché unique. Par 300 mesures en train d'être votées dans les parlements, on est à aplanir les moindres détails (l'écartement des voies de chemin de fer, par exemple) pour assurer la fluidité des échanges sur le continent.

Il y a d'autres aventures. L'Association européenne de libre-échange en est une. En 1957, la Grande-Bretagne avait décidé de ne pas rejoindre la Communauté et avait fondé une association alternative, l'Association Européenne de Libre-échange. L'Association existe toujours, malgré le fait que la Grande-Bretagne ait rallié les rangs du Marché commun. Elle regroupe une demi-douzaine de pays dont la Suède, l'Autriche, la Suisse, soit 31 millions de consommateurs. Elle a poursuivi des objectifs d'intégration et a signé un accord de libre-échange avec la communauté européenne. Ce qui veut dire qu'une Volvo peut être vendue sans douane, ni tarif, ni frontière aussi bien à Londres, à Paris, à Berlin, à Dusseldorf qu'à Rome.

Ceux qui ne sont pas membres de la Communauté le sont indirectement : un réfrigérateur fabriqué à Bergame dans le Nord de l'Italie peut être vendu à 350 millions de consommateurs. On compte plus de consommateurs dans l'Europe de l'Ouest intégrée que dans notre nouvelle zone de libre-échange Canada-États-Unis, quoique en raison des PNB per capita, l'ensemble nord-américain soit plus puissant, pour un temps, que l'ensemble de l'Europe de l'Ouest.

Des organisations, il y en a eu d'autres. Celles de l'Est montrent que le phénomène n'est pas lié à une idéologie. Il existe une immense association des pays de l'Est, le C.O.M.E.C.O.N., essentiellement formée de l'Union soviétique et de ses satellites, qui sert tant bien que mal des fins intégratives et essaie de réaliser la théorie, suivant la terminologie marxiste, de spécialisation internationale du travail.

Les multinationales

D'autres agents se sont activés à la mondialisation d'une manière totalement privée et non moins déterminante : les firmes transnationales et multinationales. Ces dernières se sont appuyées sur l'action institutionnelle que je viens de décrire. Il y a cinquante ans, dans neuf

cas sur dix, qu'était une firme multinationale? Une compagnie américaine avec des filiales à l'étranger. Seules les compagnies américaines avaient l'envergure pour aborder l'étranger. Parce que l'étranger ce peut être à la fois terriblement coûteux et aléatoire. Il faut composer avec des différences de monnaie, des différences culturelles, des différences politiques. Seules les firmes américaines pouvaient se le permettre en raison d'un marché intérieur déjà pratiquement de taille mondiale : une firme qui avait le quart du marché américain était déjà une superfirme à l'échelle mondiale.

Peu à peu, les multinationales sont devenues des compagnies issues d'un peu tous les horizons. Par la vertu de ce mouvement intégratif, les plus petits pays pouvaient caresser le rêve de faire naître de puissantes multinationales. Les biens circulaient comme si tous les pays avaient été grands. Il n'y a plus de petits marchés, il n'y a que de petits pays. La Suisse est un petit pays, mais le marché suisse est grand. Les multinationales établies partout ont fait du compte-à-compte, les filiales ont vendu aux sièges sociaux et vice-versa. Elles se sont donné des missions mondiales. Elles ont augmenté de façon substantielle le volume des échanges internationaux et favorisé ce qu'on a baptisé la mondialisation de l'économie.

Il y a des dangers. Je ne fais que décrire un phénomène impliquant que plusieurs compagnies transnationales sont beaucoup plus grosses que plusieurs États souverains. Il y a 200 États souverains dans le monde et la grande majorité affichent un produit national brut total inférieur au chiffre d'affaires de la plupart des grandes multinationales. Ces fusions et concentrations doivent être suivies de près, mais nous forcent à changer nos mentalités.

Un exemple : une multinationale de grande taille mais issue de deux petits pays, Asea Brown Boveri, de Zurich (Asea, Suède, Brown Boveri, Suisse) a acheté l'américaine Westinghouse pour former A.B.B.-Westinghouse, qui dessert le marché américain et une partie du marché latino-américain. La fusion a des retombées ici. Au Canada et au Québec, des filiales d'Asea et de Westinghouse fabriquent des transformateurs de grande puissance de plus de 400 MVA et qu'on s'apprête à fusionner, ce qui fait hurler au Bureau de préservation de la concurrence, à Ottawa. Mais si l'on veut vivre la logique de la mondialisation, il faut admettre que ce gardien de la concurrence erre. S'il entrave cette fusion, il nous empêche de former ici la plus grosse unité de production du monde de transfos de 400 MVA. Il tente de sauvegarder une concurrence théorique - on était, faut-il le rappeler, en situation de duopole - tout en oubliant qu'avec le libre-échange et la mondialisation, Hydro-Québec et Hydro-Ontario iront acheter leurs transformateurs où bon leur semblera, a fortiori s'ils ont l'impression que le nouveau groupe tente de les escroquer. Il faut être conséquents.

Nous avons une chance. Parce que nous sommes très forts dans le domaine de l'électricité, nous pouvons dominer le marché mondial de la fabrication de transformateurs. Il ne faut pas la perdre et ne pas se comporter en imbéciles par ailleurs quant aux prix qui nous sont demandés par ces fabricants. Ce n'est pas sans intérêt en termes stratégiques parce que si le Québec ne domine pas le domaine de l'électricité, il ne lui restera plus grand-chose à dominer. On ne dominera pas le monde dans tout. Nous ne pouvons le faire que dans nos grandes spécialités.

En 1948, le niveau du commerce mondial émergeait à 52 milliards de dollars américains. Aujourd'hui, il se chiffre à 2 000 milliards de dollars américains. Elle est là la révolution. Même en dollars constants, c'en est toute une. Les économies sont devenues vraiment interdépendantes. Faut-il coiffer tout cela d'un grand caveat, en plus des petits que j'ai exprimés à propos de la taille des firmes? Oui, le grand caveat, qui a des implications morales et politiques graves, c'est que tout ce triomphalisme est le fait de pays riches... Entre le revenu per capita du pays le plus riche, 22 000 dollars américains par tête et celui du pays le plus pauvre, 150 dollars américains, on trouve un écart proprement immoral. Le système de mondialisation n'a pas encore abordé cette question de front.

Les relations Nord-Sud

Il y a aussi une dette impitoyable. Pour vendre à plusieurs des pays qui, apparemment, n'avaient pas les ressources, qu'a-t-on fait? Un crédit bancaire énorme, qui pour les deux champions que sont le Mexique et le Brésil, est à hauteur de 130 milliards de dollars américains. La seule façon de rembourser une dette pour un pays souverain, c'est à même le surplus de son commerce extérieur. Or, le PNB mexicain par année, est de 200 milliards de dollars américains. Le service de la dette et la dette sont de 25 milliards $ par année et le surplus commercial est de 2 milliards $. De là à dire que ces dettes ne seront jamais payées, il ne se trouve que les banquiers pour ne pas l'admettre publiquement parce que jamais un banquier n'admettra qu'une dette puisse ne pas être payée.

Mathématiquement, la cause est entendue.

Voilà donc un des problèmes créés par la mondialisation et que la mondialisation devra régler. Un problème qu'elle est peut-être en train de régler parce qu'il y a aussi, sur le front du Tiers Monde, de bonnes nouvelles.

La télévision montre les images désolantes de pays en panne, plus pauvres que l'an dernier. Cependant, au cours des 22 dernières années, 27 pays en voie de développement ont multiplié par deux leur PNB par tête, en dollars constants. L'espoir s'est matérialisé dans plusieurs pays et en particulier dans les cinq ou six pays vedettes de l'Asie du sud-est qui, en un quart de siècle, ont réussi à passer d'une économie de subsistance presque marginale, voire médiévale, à une économie moderne qui élève rapidement le niveau de vie de leurs populations.

Cela implique par ailleurs que nous adoptions une attitude cohérente face à ces pays. Tous dans cette salle sont d'accord pour clamer qu'on doit coopérer à fond avec le développement du Tiers Monde, pour louanger l'A.C.D.I., agence merveilleuse et presque commandée non pas par le gouvernement du Canada mais par Dieu le père lui-même. Accepte-t-on ce postulat que l'on n'a plus le droit de crier au meurtre chaque fois qu'un de ces pays nous exporte un t-shirt. Le Tiers Monde n'a pas droit qu'à nos charités, il a le droit de gagner sa vie. Et en gagnant sa vie, il va nous forcer à des réorganisations dramatiques qui, dans tous les cas, restent payantes pour nous. Il est plus amusant, plus payant, de fabriquer les ordinateurs ou le matériel d'optique que nous leur exportons que des t-shirts.

Leur irruption sur les marchés va nous forcer à des réalignements. Si une société de textile congédie des employés ce n'est pas à cause du libre-échange avec les États-Unis qui ne touchera totalement le textile qu'en l'an 2000. C'est parce que depuis dix ans, les pays qu'on voulait voir se développer se sont effectivement développés. Ils nous ont vendu des produits du textile. Ces importations ont augmenté de façon telle qu'aujourd'hui, la seule planche de salut de notre industrie textile est du côté du libre-échange. Pour compenser ce qu'elle ne peut plus vendre sur les marchés intérieurs, l'industrie devra vendre des tissus plus lourds, plus spécialisés sur le marché américain. Le libre-échange est la seule manière de ne pas perdre tous les emplois. Le paradoxe est que, pour s'adapter au libre-échange, il faudra perdre un certain nombre d'emplois.

Le mouvement continue

Ce mouvement de mondialisation a-t-il des chances de durer? La réponse m'apparaît évidente. C'est un succès considérable que cette façon de voir les choses. Ceux qui recherchaient la paix par le commerce international en Occident l'ont eue, en dépit de guerres régionales cruelles. Il est absurde qu'un fabricant de Mercedes ou de BMW lance de la dynamite sur la tête de ses

clients potentiels. Les peuples ont trouvé leur compte dans la mondialisation de l'économie et vont continuer à le faire.

Le GATT n'a pas cessé son action. Il s'est réuni à Montréal en décembre 1988. Treize des quinze tables qui oeuvraient depuis deux ans dans le cadre de l'Uruguay Round ont terminé leur mandat et ont remis leur rapport. Tout le monde est d'accord y compris sur l'épineuse question des produits tropicaux visant le Tiers Monde, la non moins épineuse question de la propriété intellectuelle et celle du commerce des services. Si les accords n'ont pas été paraphés, c'est que l'agriculture a occupé l'avant-scène et a donné l'impression d'un échec. Un instant! Les interlocuteurs se sont entendus sur tout et ont dit : comme on ne s'entend pas sur l'agriculture, on bloque la signature sur tout le reste. Pour qui sait lire, c'est qu'au cours des deux prochaines années, le GATT n'a plus qu'à s'occuper d'agriculture. Comme c'est la première fois que le GATT s'occupe sérieusement d'agriculture, il est pratiquement certain qu'on va aboutir à la signature d'un modus vivendi agricole et que, du même coup, on va régler treize autres problèmes à treize autres tables.

Autre signe que le mouvement ne s'arrêtera pas : la Chine et l'URSS, qui vivent dans des mondes différents, ont tous les deux demandé leur admission au GATT. Cela crée un problème lié à la libre circulation de produits comme un tracteur dont les coûts de revient sont fantaisistes ou une Lada, dont le prix est fantaisiste. D'autres diront que le rapport qualité-prix est fantaisiste aussi...

Un milliard d'êtres humains habitant la République populaire de Chine ne sont pas de la partie mais veulent y entrer. Nos deux pays du nord de l'Amérique du Nord ont bien compris les enjeux et ont signé ce traité de libre-échange qui, d'ici l'an 2000 va créer sur notre continent une fluidité comparable à celle qui existe en Europe.

Cela se fera progressivement. Les produits ont été divisés en trois blocs, mais déjà, depuis deux mois, il y a un premier bloc dont les douanes sont à zéro. Quinze p. cent de notre commerce est libre, dont celui des ordinateurs et du matériel connexe. Pour un ordinateur PC, c'est 80 $ ou 90 $ de plus dans la poche du consommateur (si, bien sûr, le matériel est fabriqué aux États-Unis ou s'il intègre un contenu d'au moins 50 p. cent : une bouteille de Scotch, achetée à New York mais produite en Écosse, c'est toujours du Scotch, comme le mot le dit). Dans cinq ans, tarif zéro pour un autre bloc de 35 p. cent et, en 2000, tarif zéro pour le bloc résiduel d'à peu près 50 p. cent.

Par ailleurs, tous les tarifs ont commencé à baisser le 1er janvier, par tranches égales annuelles de 2 p. cent. Un produit sur lequel était attachée une douane de 20 p. cent et qui se trouve dans le troisième bloc, n'est plus qu'à 18 p. cent depuis le 1er janvier. Bref, il s'agit d'un processus conçu pour s'appliquer de façon lente et nous donner le temps d'adapter nos systèmes et en particulier notre système d'éducation.

Les impacts sur l'éducation

Les impacts sur l'éducation liés directement à l'économie se manifestent selon trois axes. Premièrement, la concurrence mondiale va maintenant porter, et de plus en plus, sur le niveau de qualité des ressources humaines. Pourquoi? Parce que la machinerie, les technologies et les sciences circulent déjà librement et vont circuler de plus en plus librement. En clair, n'importe qui peut se rendre en Italie du Nord, où l'on fabrique les machines-outils les plus sophistiquées au monde, s'acheter tout ce qu'il veut et rapporter cela chez lui. Mais il se trouve qu'un gars de Taiwan y a également fait ses emplettes. La machine se retrouve partout. Originale, ou copiée. Je suis moi-même sur le conseil d'administration d'une petite firme où

l'on a appris avec stupeur qu'une de nos machines était exposée à la Foire de Francfort : des Russes qui nous avaient acheté une machine il y a trois ans l'avaient copiée intégralement.

Les seuls privilégiés seront les concepteurs de machine, les opérateurs sophistiqués de machines qui vont les améliorer. Cela nous ramène directement à la formation du personnel et de la main-d'oeuvre. Ce n'est pas par hasard si les deux grandes économies à succès depuis 20 ans sont les deux économies qui forment soigneusement leur main-d'oeuvre : la RFA et le Japon. Vous connaissez l'anecdote de Lester Thurow? Les Japonais ont ouvert une usine dans la région de Boston - qui n'est pas précisément la capitale mondiale de l'ignorance, mais qui est plutôt l'endroit de la planète où l'on compte le plus d'universités et de collèges per capita. Les Japonais ont engagé, comme au Japon, des diplômés du secondaire. Ils ont dû les congédier au bout de trois mois pour les remplacer par des diplômés du collégial qu'ils ont dû remercier au bout de trois mois. L'usine qui fonctionne au Japon avec des diplômés du secondaire fonctionne à Boston avec des diplômés universitaires...

C'est le genre de défi qu'on a sur les bras. On trouve partout les mêmes machines. Sauf que, devant les machines, on ne trouve pas les mêmes cerveaux. C'est ce qui fera la différence.

Deuxième impact sur l'éducation, à mon avis, c'est que les changements stratégiques seront plus nombreux et imprévus. Sur notre continent, il est facile de voir venir la concurrence. Sauf que maintenant, le changement technologique surgira d'Italie ou de Taiwan. Plusieurs d'entre vous ont des moteurs mexicains dans leur automobile sans le savoir. On n'aurait jamais pensé que le Mexique nous vendrait des moteurs d'automobile. Il y a plus de contributeurs au changement, lequel sera ainsi plus difficile à prévoir.

Troisième impact sur l'éducation, découlant un peu du premier : la centralisation des décisions sera plus dangereuse, parce que les spécialisations régionales devront s'exacerber au sein des économies internes. On verra, dans une économie généralement paresseuse, émerger une région où l'on fabriquera un produit pour lequel il y aura une demande mondiale, qui va compenser l'affaiblissement ambiant. Prenons l'exemple du village de Saint-Pamphile où, en pleine crise économique, Scierie Blanchet continuerait à embaucher parce qu'elle aurait repéré au Japon un marché potentiel auquel elle n'avait pas touché.

De tels phénomènes sont difficiles à planifier à partir des officines de Québec ou d'Ottawa. Les éducateurs et les organisateurs d'éducation en région auront à jouer un rôle vital dans ces changements rapides. Les centres de décision devront se contenter de coordonner plutôt que d'imprimer le mouvement. La question du textile s'incarne-t-elle à Beauharnois et à Coaticook? Il faut que le problème soit géré à partir de ces villes et des maisons d'enseignement du coin.

Le premier impact de la mondialisation lié à la personne, c'est-à-dire au produit des maisons d'éducation, est le suivant : nous aurons à faire face à des concurrents dont la formation scientifique de base sera de plus en plus soignée. Cela veut dire que la formation aux niveaux secondaire et collégial sera peut-être moins «pointue» mais devra être d'une immense qualité. Le niveau de qualité des savoirs scientifiques fondamentaux, les mathématiques, la physique et la chimie - ceux-là surtout parce qu'ils sont souvent la clé donnant accès à tous les autres - devront être grands si l'on veut rester de la partie.

Un ancrage culturel

Il faudra aussi, comme conséquence de la mondialisation et en réaction saine à la mondialisation, un bien meilleur ancrage culturel. Nous ne sommes pas que des animaux économiques, c'est l'évidence. Si l'on ne veut pas que l'humanité ait atteint sa réalisation

suprême en regardant Dallas et Dynastie dans la même langue, sur la même station de télévision, sauf à deux heures de différence, il faudra que les particularismes locaux qui font partie du patrimoine de l'humanité - langue, culture, histoire, identité nationale - retrouvent une place de premier plan.

Il y va de la diversité de l'espèce humaine : les combats culturels, de ce point de vue là, ne sont plus des combats d'arrière-garde, mais bien des combats d'avant-garde. Surtout maintenant que la technologie nous permet d'avoir des cultures très typées, très différentes tout en gardant le contact avec le reste du monde. Le moindre satellite géostationnaire peut permettre aux 600 ou 700 millions d'hispanophones d'échanger. Le canal 15 nous permet un contact avec la deuxième ville de langue française du monde, Kinshasa.

Il faut prendre acte que ce rouleau compresseur économique ne devrait pas représenter la fin des différences culturelles. Les grands peuples sont attachés à leur langue, à leur culture, à leur histoire. Rappelez-vous l'anniversaire de la Révolution américaine, regardez ce qui se passe en France. Cela vire à l'obsession. On trouve des livres sur la cuisine des Chouans ou sur la façon de lacer les chaussures des Jacobins à la vitrine de toutes les librairies. La France est aussi la cinquième puissance du monde sur le plan économique, avec seulement 55 millions d'habitants. Les grands peuples ne sont pas que des fabricants de machines et de produits. Ce sont également des gens attachés à la culture et à l'histoire.

Enfin, plus que jamais, en raison de cette obsession économique et de ce rouleau compresseur qu'est la mondialisation, alors que les questions de prix de revient, de concurrentialité vont avoir tendance à dominer toute la scène, le rééquilibrage entre le matériel et les valeurs spirituelles est nécessaire. Déjà, de grandes civilisations de plus en plus riches sécrètent de plus en plus de psychoses, de névroses, de gens insatisfaits de leur sort intellectuel ou physique, les deux allant souvent de pair. Donc l'art de vivre et l'équilibre seront de plus en plus une priorité d'une éducation réussie. Non seulement pour rester de bons producteurs, ce qui est accessoire, mais pour rester des êtres humains épanouis, ce qui est essentiel.

Une parenthèse sur la question des langues. Je crois que les collèges devraient revenir au trilinguisme, comme c'était le cas dans mon temps où l'on apprenait le français, l'anglais et le latin. Je ne propose pas que la troisième reste la même. Je pense que vos institutions devraient être traversées par un grand courant linguistique d'apprentissage d'une troisième langue, à partir du principe que pour un Nord-Américain, en parler deux n'est pas un exploit. On pourrait ajouter l'espagnol par exemple (les experts disent de toute manière qu'il n'y a qu'une langue latine dont toutes les autres ne sont qu'une variation d'accent, ce que je n'irai pas jusqu'à affirmer). Le fait que dans vos institutions les langues soient présentes à un haut niveau va en modifier les mentalités.

Le Québec entre dans ce mouvement de mondialisation avec des forces et des faiblesses considérables. Mais, somme toute, il devrait en tirer un grand profit. Nous avons, à moins d'être aveugles et de le nier, un problème manifeste de structure. Cela fait maintenant sept ans que les économies occidentales progressent sans récession, ce qui est sans précédent dans l'histoire. Normalement une économie libre «casse» tous les quatre ou cinq ans. Or, notre espace économique a 10 p. cent de chômage. Si nous affichons 10 p. cent de chômage quand il fait beau, qu'est-ce que ce sera quand il fera mauvais - et il finit toujours par faire mauvais? Le niveau sera terre-neuvien.

Les taux d'intérêt flirtent ce matin avec le 13 p. cent, ce qui signifie que le refroidissement est commencé. Nous avons là une occasion - et un devoir - de restructuration. Un élément qui favorise la possibilité pour nous de réussir la restructuration, c'est notre niveau d'entrepreneurship. Pour diverses raisons, nous avons un des niveaux d'entrepreneurship les plus élevés d'Occident. Sur les 50 entreprises les plus dynamiques au Canada, celles qui

affichent les taux de croissance les plus élevés au cours de l'année 1988, la moitié sont québécoises. Sans doute sommes-nous un peuple «pendulaire». Nous avons négligé tout ce qu'il y avait d'économie et d'entreprise et on s'est réveillé brusquement pour ne plus penser qu'à ça. Bref c'est un peu le mouvement inverse de ce qui s'est produit pour la natalité. Si l'on conjuge la nécessité impérieuse - le besoin crée l'organe - de restructurer notre économie avec notre capacité de le faire et si l'on évite l'écueil d'être dominé, nous réussirons.

Depuis cinq ans, tout le monde veut acheter tous les autres. Mais tout le monde ne pourra pas acheter tout le monde, ni dominer tous les secteurs. Nous sommes en mesure de le faire dans certains créneaux comme les pâtes et papiers. Mais si nos usines représentent quelque 25 p. cent de la production universelle de pâtes et papiers, nous n'avons pas une compagnie qui se classe dans les dix premières. C'est pourquoi la vente de la Consolidated Bathurst m'apparaît une tragédie sur un plan stratégique. Il nous faut, nous qui produisons 25 p. cent du papier journal consommé dans le monde, une ou deux entreprises qui se classent parmi les trois ou quatre premières. Consolidated Bathurst aurait pu servir de noyau pour constituer une telle entreprise.

Le fait que le Groupe Commerce ait transféré son siège social des bords de la rivière Yamaska aux bords de la Mer du Nord n'est pas une bonne nouvelle, car l'assurance est un domaine où l'on peut espérer exercer une domination. Nous avons des noyaux substantiels dans l'assurance, dans le domaine des pâtes et papiers.

Quand Jean Lesage a lancé son «Maîtres chez nous», on l'a cru et on s'est décolonisé à grande vitesse, de telle sorte qu'aujourd'hui c'est, de toutes les provinces, le Québec qui possède le plus son économie. Mais au rythme où nous liquidons, ça ne sera plus vrai dans un an. Nous allons entrer de nouveau dans le processus de domination et de colonisation. La mondialisation n'est pas une excuse.

La multinationale suisse Nestlé n'a qu'une base de population nationale de six millions et demi d'habitants. On peut donc se permettre d'avoir des multinationales de cette taille. Mais de la même façon que la guerre est trop sérieuse pour être confiée aux militaires, pourrait-on dire, l'économie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux gens d'affaires. Confions-la aux éducateurs et aux éducatrices. Merci.

Échange avec l'auditoire

Question - Vous avez mentionné fort justement que la concurrence au plan des produits va s'exercer également au plan des cerveaux ou de la formation. Ce qu'on a connu au Québec avec la venue des cégeps et tout l'espoir qu'il sous-tend, c'est de pouvoir rendre partout accessible cette belle chose qu'est l'éducation. Nous avons donc 45 collèges pour une population inférieure à l'Ontario qui en a 22. Nous avons peu de lieux d'excellence capables de concurrencer les écoles spécialisées que se donnent l'Ontario (Ryerson), l'Allemagne ou la France, qui ont peut-être plus de chance que nous d'être de cette concurrence.

Nous sommes, depuis quelques années, victimes de priorités qui ont changé. Il est difficile de croire que l'éducation, la qualité ou l'excellence de la formation soient une priorité. On ne le sent pas beaucoup, notamment à chaque coupure budgétaire ou dans le financement en dent de scie des collèges. Il est également difficile de croire que le virage de la mondialisation va se prendre aisément au Québec.

D'une part, les collèges se donnent des centres spécialisés et font preuve de beaucoup de dynamisme pour essayer de prendre ce virage. D'autre part, il faut soutenir l'accessibilité. Alors qu'on multiplie les campus, il faudrait peut-être fusionner, se donner des bases plus considérables, des marges de ressources, des marges de manoeuvre qui nous permettraient peut-être de concurrencer.

Bernard Landry - Votre mission d'accessibilité, vous l'avez largement remplie. Hélas, la nature va vous soulager d'une partie du fardeau : le nombre des étudiants va baisser. Vous allez pouvoir maintenir un coefficient d'efficacité assez élevé, théoriquement, à moindre coût. Ce qui ne règle pas le problème des centres d'excellence et des moyens accrus dont vous aurez besoin pour d'autres fins que l'accessibilité.

Là-dessus, les nouvelles ne sont pas très bonnes si rien ne change. Le raisonnement est simple : si, après sept ans de prospérité continue, les coupures dans le secteur public se poursuivent, qu'en sera-t-il lorsque les moyens de l'État seront moins plantureux? Les années 1981-1982 - plusieurs l'ont compris tard - marquaient la plus grave crise économique depuis 1929. Évidemment les finances publiques se sont resserrées et se sont contractées, mais après sept ans de prospérité, comment se fait-il qu'elles soient encore resserrées et contractées?

Il peut y avoir des dimensions idéologiques à la question que ne je veux pas discuter. Ce que je soupçonne, c'est que par philosophie économique on dise : nous allons alléger les impôts des personnes physiques, baisser les impôts des corporations et le libéralisme économique fera le reste. Il secrétera la richesse et donnera à la collectivité les moyens dont elle a besoin pour s'acquitter de ses tâches.

Dans un petit pays, où l'éducation est essentiellement publique, un tel raisonnement est dangereux. Aux États-Unis, ça l'est moins parce qu'on trouve un système public et un système privé démarqués. Si l'économie va bien, les compagnies et les ressources personnelles supportent financièrement le secteur privé et le secteur public dessert le reste. Je ne veux pas être méprisant pour certaines universités d'État aux États-Unis qui sont bonnes mais je n'en ai pas connu qui se soient hissées au niveau de Harvard. Nous avons là un choix idéologique à faire et nous nous sommes peut-être un peu trompé sur la taille du pays et sur la possibilité pour le secteur privé de remplir les besoins collectifs qui, pour nous, restent des priorités.

Vous avez fait allusion à l'Ontario, dont les données géopolitiques et démographiques sont différentes. En Ontario, ne l'oubliez pas, il y a au moins trois centres de plus d'un million d'habitants, ce qui facilite la concentration. Regardez une carte du Québec et vous vous rendez compte qu'il ne faut d'aucune manière diminuer la couverture géographique de notre système d'enseignement, une de ses belles vertus. L'expansion géographique des systèmes

collégial et universitaire au Québec est en soi une révolution. Mais ne peut-on pas penser à des fusions sur une base géographique sans limiter les points de service? Vous connaissez le sujet mieux que moi.

Quant aux centres spécialisés, il me semble qu'ils doivent toujours s'ancrer à une base régionale. Autrement, il y a risque que leur implantation soit largement artificielle. Les spécialités greffées sur les virtualités régionales sont toujours les plus solides.

Question - Le secteur public peut difficilement contribuer à diminuer le déficit budgétaire des États. On a l'impression, quand on se présente, que l'on ne peut que contribuer à élargir ce déficit. N'y aurait-il pas des moyens de financement autres que l'État et appropriés pour les collèges du Québec afin de moins contribuer au déficit de l'État et prendre un virage technologique important?

Bernard Landry - Oui. Nous devons interpeller notre secteur privé. Notre système doit rester public. Nous n'avons pas la taille pour un système, à l'américaine, à deux volets très développés. Surtout que notre système mélange privé public et qu'il y a un coût qui se rattache à un tel mélange. C'est peut-être que Daniel Johnson et son gouvernement se sont rendu compte qu'il fallait oublier un système strictement privé. Nous n'avons pas la clientèle pour faire naître un tel secteur. Ce qui ne veut pas dire que le secteur privé ne peut venir en aide, par diverses formules, aux maisons d'enseignement.

Dans une région dominée par deux ou trois grandes entreprises greffées sur les richesses naturelles, pourquoi ces dernières ne prennent-elles pas charge de laboratoires d'excellence dans le cégep local en le finançant généreusement? C'est généralement le fait de grandes entreprises, à tradition industrielle, qui ont une puissance de réflexion et de recherche.

Même si la PME était généreuse, elle n'aurait pas l'envergure. Les gens d'affaires, dans plusieurs interventions retentissantes, ont affirmé qu'il n'y avait pas assez d'argent dans les universités. Pourquoi n'en mettraient-ils pas? Surtout que, dans bien des cas, cette générosité aura des retombées directes sur rien d'autre que leurs comptes d'exploitation à eux, sous la forme de percées technologiques ou de meilleure main-d'oeuvre. J'ai demandé à un de mes amis, chef d'une des plus grandes entreprises québécoises, qu'il finance une chaire de commerce international. Cela coûterait 500 000 $. Il a refusé, disant qu'il n'en avait pas les moyens. Ce à quoi j'ai rétorqué qu'il avait réalisé 10 000 $ de bénéfices nets depuis le début de notre conversation. Il faudra qu'ils se réveillent.

Question - Les PME peuvent sûrement jouer un rôle dans le financement des institutions d'enseignement. Je voudrais qu'on aborde la question de la gestion des universités. Je crois qu'elles aussi éprouvent un problème de gestion, de ressources.

Bernard Landry - En ce qui concerne l'économie des moyens, la gestion est à l'abri de tout reproche. Cela fait dix ans qu'on coupe et recoupe. Les universités ont appris à gérer dans un contexte très serré. Le problème, c'est la gestion au sens large, les décisions motivantes et sages, qui comportent une vision d'avenir. Et la solution dépend largement de la décentralisation de la décision. Je n'entends pas par là l'éparpillement du système d'éducation québécois : il doit y avoir une direction et ce, nulle part ailleurs que dans la ville qui est la capitale du Québec. Cela dit, maintenant qu'il s'est penché sur les 184 000 façons de couper les budgets, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science devrait trouver 184 000 façons de décentraliser le pouvoir sans le perdre. Je travaillerais dans cet horizon-là. Ce qu'on a demandé aux gestionnaires depuis dix ans est une opération d'une cruauté que vous comprenez parce que vous la vivez. Et elle n'est pas terminée. Mais on a maintenant d'autres missions à leur confier.

Question - C'est bien beau de dire à des chômeurs actuels que leurs enfants seront heureux à cause du libre-échange. Mais on a escamoté la question des mesures transitoires pour la main-d'oeuvre, un champ susceptible d'intéresser des gens du domaine de l'éducation. J'ai été surpris d'entendre le président de Bell Canada affirmer que l'adaptation de la main-d'oeuvre n'était pas un problème.

Bernard Landry - Le problème qui se pose n'est pas : vous serez chômeurs aujourd'hui pour que vos enfants ne le soient pas. C'est plutôt : si vous ne faites pas tel mouvement d'adaptation, vous serez chômeurs aujourd'hui et vos enfants aussi. Et en beaucoup plus grand nombre que si la mondialisation ne s'était pas faite. C'est en des termes aussi cruels qu'il faut poser le problème.

Il y a maintenant dix ans que les «tigres» asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hong Kong) exportent ici des textiles dans des conditions défiant toute concurrence, en raison de coûts de main-d'oeuvre plus bas que les nôtres. Ils nous ont chassés tranquillement de nos productions traditionnelles. La façon de s'en sortir, c'est d'avoir accès au grand marché américain et d'occuper un créneau où les volumes seront suffisants pour en vivre. M. de Grandpré dit : la situation du textile n'a rien à voir avec le libre-échange. Il a raison.

Les mesures doivent adapter la main-d'oeuvre à la mondialisation, pas au libre-échange. C'est ce que les gouvernements auraient dû comprendre il y a un certain nombre d'années. Quant aux victimes du libre-échange lui-même, je crois qu'elles sont très peu nombreuses et qu'elles pourront être déplacées vers des activités induites par le libre-échange. On pourrait suggérer : cessez d'être obsédés par les victimes du libre-échange que vous ne voulez pas singulariser. Parlez-donc des adaptations à la mondialisation et tout le monde y trouvera son compte parce que le chômeur mis à pied sans égard au libre-échange pourra lui aussi aller frapper à cette porte.

Sur ce plan, l'imagination n'est pas précisément au pouvoir. C'est pourquoi le débat sur le libre-échange a été aussi pénible, avec son cortège de conneries (malgré ce que l'on a dit sur le libre-échange et le sida, trois ans d'étude et de campagne pour le libre-échange ne m'ont pas rendu séropositif). Autrement, il n'y aurait presque pas eu de débat. Nous sommes à peu près le dernier peuple au monde à entrer dans le libre-échange. Les pouvoirs publics auraient dû dire clairement et simplement qu'ils s'engageaient à faire en sorte que personne ne porte sur ses épaules le poids de l'opération.

Question - Vous avez évoqué l'enseignement d'une troisième langue pour donner une saveur mondiale à nos institutions. Il faudrait ajouter une autre mesure, qui ne demande pas une révolution de palais : une mondialisation des contenus d'enseignement. Par hypothèse je pense que les cégeps, compte tenu de la date où ils ont été créés et de la période historique qu'ils ont vécue, sont très centrés sur la culture francophone, voire la culture québécoise quant aux plans de cours et à l'organisation de la matière. Il est probable que le temps est venu pour les cégeps d'avoir des stratégies nouvelles de contenus ou de présentations pédagogiques. Se placer dans une perspective mondiale exige toute une ouverture d'esprit, de nouvelles lectures, de nouveaux discours. Dans les cégeps, la moyenne d'âge des enseignants est de 45 ans et celle des administrateurs de 47 ans (elle est de 48 ans dans les universités). Tout ce beau monde a une moyenne de 15 ans d'expérience. Théoriquement, nos institutions sont à leur meilleur en terme de main-d'oeuvre, sauf que le déclin va être rapide. Il manque les 28-35 ans. Cette présence de la mondialisation relève d'une mentalité, d'une ouverture, soit un effort considérable dans les moyens qu'on peut proposer aux cégeps.

Je termine sur la dernière remarque relative à l'entreprise privée. Aujourd'hui, dans l'entreprise privée, l'argent est également rare d'un certain point de vue. Les entreprises font preuve de plus de prudence. L'entreprise privée achète l'excellence. Elle ne veut pas

nécessairement la créer et je dirais qu'une mauvaise institution scolaire qui veut créer un centre d'excellence n'a aucune chance avec l'entreprise privée. Une excellente institution scolaire va commencer à être écoutée. De ce point de vue, le premier défi repose toujours sur nos épaules dans les administrations publiques et para-publiques. Quand on regarde les fondations américaines je m'aperçois que l'argent va toujours aux mêmes. Plus personne ne fait de mécénat. Les gens achètent un produit. Le libre-échange et tout ce qui gravite autour a peut-être une vertu extraordinaire : il a mis les intellectuels sur la piste. Il y a les clients et les produits.

Bernard Landry - Il y a encore des gens ou des centres excellents aujourd'hui qui n'ont eu aucune manifestation d'intérêt de la part d'entreprises. Personne ne leur a tendu la main. Il faudrait que cet arrimage se réalise. Encore une fois, sans être trop dur pour nos capitalistes locaux, il faut les avoir à l'oeil. Parce que pour des raisons profondément historiques, ce sont des nouveaux riches, la plus infâme catégorie. Ce n'est pas leur faute, on était tous pauvres auparavant. Les quelques riches d'aujourd'hui ne peuvent être de vieux riches. Or, j'ai plus confiance aux vieux riches.

Attention aussi à ce raisonnement entendu régulièrement : la révolution tranquille, Jean Lesage et tous nos efforts n'ont rien à voir avec le succès de ces capitalistes, dont la destinée leur viendrait directement de leur génie. Et si leur succès leur vient de leur génie, ils ont le droit de le vendre en Hollande comme une vieille bicyclette. Il faut faire naître un civisme chez nos nouveaux grands chefs d'entreprises.

Quant aux contenus, je crois que nombre d'entre eux sont déjà mondialisés. Les grandes disciplines de base sont mondiales depuis nombre d'années et vont l'être de plus en plus en raison de la transmission des données, des conseils internationaux de science, de culture et de technologie.

Si l'essentiel des contenus est mondialisé ou mondialisable, il faut un équilibre avec le contenu plus spécifiquement québécois. Une des deux institutions anglophones de Montréal qui parle du président des États-Unis comme «Our president» mondialise un peu trop à mon goût. Dans un contexte de bombardement d'informations internationales, il faut faire gaffe. Nous avons un système parlementaire : les particularités ne doivent pas être abandonnées dans un courant qui nous fait disparaître totalement au profit des seuls Américains, Soviétiques et Chinois.

Claude Morin avait sa théorie du pot de bines : si, après avoir rempli un pot de bines à ras bord, on a le malheur d'ajouter de l'eau et de fermer le couvercle, ce dernier va sauter et on n'aura pas plus de bines qu'avant. Attention au contenu, il ne faut pas que le couvercle saute.

Question - Ma dernière observation est de l'ordre de la stratégie politique. Il est évident que l'éducation ne semble pas actuellement sur le dessus du pot de bines. Tout le débat des prochains mois va probablement s'établir autour des questions de la santé, de la famille, de l'environnement. Je demeure persuadé que les réseaux scolaires ne doivent pas jeter la serviette à cause de ce que vous venez de nous dire sur les nouveaux riches qui affirment être riches en raison de leur seul génie et qui oublient qu'on a scolarisé le Québec depuis 1960. Nous avons hissé le taux de scolarité de presque six ans en trente ans au Québec. Le réseau des cégeps est beaucoup mieux placé que les universités en raison d'une tradition de réseau beaucoup plus forte. Il faut de nouvelles stratégies d'affirmation de notre présence. Il faut changer l'ancienne stratégie, fondée sur une simple correspondance des coûts avec le nombre de pieds carrés et le nombre d'étudiants. Une conférence comme ce matin fait partie des bonnes stratégies.

nécessairement la créer et je dirais qu'une mauvaise institution scolaire qui veut créer un centre d'excellence n'a aucune chance avec l'entreprise privée. Une excellente institution scolaire va commencer à être écoutée. De ce point de vue, le premier défi repose toujours sur nos épaules dans les administrations publiques et para-publiques. Quand on regarde les fondations américaines je m'aperçois que l'argent va toujours aux mêmes. Plus personne ne fait de mécénat. Les gens achètent un produit. Le libre-échange et tout ce qui gravite autour a peut-être une vertu extraordinaire : il a mis les intellectuels sur la piste. Il y a les clients et les produits.

Bernard Landry - Il y a encore des gens ou des centres excellents aujourd'hui qui n'ont eu aucune manifestation d'intérêt de la part d'entreprises. Personne ne leur a tendu la main. Il faudrait que cet arrimage se réalise. Encore une fois, sans être trop dur pour nos capitalistes locaux, il faut les avoir à l'oeil. Parce que pour des raisons profondément historiques, ce sont des nouveaux riches, la plus infâme catégorie. Ce n'est pas leur faute, on était tous pauvres auparavant. Les quelques riches d'aujourd'hui ne peuvent être de vieux riches. Or, j'ai plus confiance aux vieux riches.

Attention aussi à ce raisonnement entendu régulièrement : la révolution tranquille, Jean Lesage et tous nos efforts n'ont rien à voir avec le succès de ces capitalistes, dont la destinée leur viendrait directement de leur génie. Et si leur succès leur vient de leur génie, ils ont le droit de le vendre en Hollande comme une vieille bicyclette. Il faut faire naître un civisme chez nos nouveaux grands chefs d'entreprises.

Quant aux contenus, je crois que nombre d'entre eux sont déjà mondialisés. Les grandes disciplines de base sont mondiales depuis nombre d'années et vont l'être de plus en plus en raison de la transmission des données, des conseils internationaux de science, de culture et de technologie.

Si l'essentiel des contenus est mondialisé ou mondialisable, il faut un équilibre avec le contenu plus spécifiquement québécois. Une des deux institutions anglophones de Montréal qui parle du président des États-Unis comme «Our president» mondialise un peu trop à mon goût. Dans un contexte de bombardement d'informations internationales, il faut faire gaffe. Nous avons un système parlementaire : les particularités ne doivent pas être abandonnées dans un courant qui nous fait disparaître totalement au profit des seuls Américains, Soviétiques et Chinois.

Claude Morin avait sa théorie du pot de bines : si, après avoir rempli un pot de bines à ras bord, on a le malheur d'ajouter de l'eau et de fermer le couvercle, ce dernier va sauter et on n'aura pas plus de bines qu'avant. Attention au contenu, il ne faut pas que le couvercle saute.

Question - Ma dernière observation est de l'ordre de la stratégie politique. Il est évident que l'éducation ne semble pas actuellement sur le dessus du pot de bines. Tout le débat des prochains mois va probablement s'établir autour des questions de la santé, de la famille, de l'environnement. Je demeure persuadé que les réseaux scolaires ne doivent pas jeter la serviette à cause de ce que vous venez de nous dire sur les nouveaux riches qui affirment être riches en raison de leur seul génie et qui oublient qu'on a scolarisé le Québec depuis 1960. Nous avons hissé le taux de scolarité de presque six ans en trente ans au Québec. Le réseau des cégeps est beaucoup mieux placé que les universités en raison d'une tradition de réseau beaucoup plus forte. Il faut de nouvelles stratégies d'affirmation de notre présence. Il faut changer l'ancienne stratégie, fondée sur une simple correspondance des coûts avec le nombre de pieds carrés et le nombre d'étudiants. Une conférence comme ce matin fait partie des bonnes stratégies.

Bernard Landry - Les gouvernements sont en voie d'être poussés par la fatalité. Du côté de l'environnement, c'est la catastrophe écologique qui pointe ici et là. Du côté de la santé, c'est le vieillissement de la population, l'encombrement des salles d'urgence. L'argent qui ira à l'éducation sera l'argent de la sagesse et de la vision, malheureusement moins répandue que la crainte et la panique. Tous les éléments de notre société doivent retrouver la sagesse qui a fait que la révolution tranquille en éducation a pu avoir eu lieu quels qu'en aient été les coûts, du simple fait qu'elle était impérieuse. On aurait pu s'en laver les mains. Plusieurs générations de Québécois n'avaient-elles pas négligé tout cela? Mais il ne faut pas retomber dans l'ornière de refaire le monde toutes les générations. Le rapport Parent est arrivé à une époque qui était mûre pour le recevoir et prête à payer pour. Nous devons être prêts à payer à nouveau pour maintenir - et augmenter - nos acquis.

Je souhaite faire ressortir les bons côtés de notre système d'éducation et de nos conquêtes démocratiques. Qu'on ait augmenté la scolarité de six ans fait partie de mes discours. Et puis, parfois, lorsque j'ai un peu de temps, je ressors les autres chiffres qui sont moins drôles: du côté des grades supérieurs, la situation n'est pas brillante.

Qu'est-ce qu'un collège peut faire pour que le nombre des grades supérieurs augmente avec les années? Je me suis posé la question en essayant de préparer cette intervention, depuis que Mme Francine Forget m'a contacté, il y a quelques semaines. Une des seules idées qui m'est venue, c'est la suivante : la poursuite des grades supérieurs vient du culte que l'on a des sciences concernées. On produira des docteurs en mathématique qui auront l'ascèse nécessaire pour se rendre jusqu'au doctorat quand on aura inculqué le culte des mathématiques au premier contact que l'étudiant ou l'étudiante aura avec les mathématiques. Il m'apparaît évident de dire à un étudiant ou à une étudiante: «tu as de bonnes aptitudes, tu devrais aller jusqu'à la maîtrise». Je n'ai pas toujours le temps de les convaincre et s'ils n'ont pas une soif et un désir de connaître et d'excellence inculqué depuis le premier contact avec la réalité intellectuelle, mes chances sont nulles de leur offrir la maîtrise alors que la Banque Royale veut les engager demain matin, au salaire initial de 28,500 $. Seul le culte des disciplines de l'esprit peut combattre l'appât du gain immédiat. Je pense que c'est au collège que plusieurs vocations au PhD vont se dessiner. Il est peut-être un peu tard lorsque l'étudiant arrive à l'université.

Question - Que pensez-vous du système coopératif, qui permet, pendant le baccalauréat, d'acquérir une formation dans les secteurs publics et privés?

Bernard Landry - Il s'agit sûrement d'un système intéressant pour certaines facultés, qui peuvent fournir au secteur privé un avantage immédiat en présence du stagiaire. C'est plus intéressant par ailleurs en période de haute conjoncture. Or, un système d'éducation ne peut être conjoncturel. Pour certains types d'entreprises, il est moins coûteux de donner de l'argent que de recevoir des stagiaires, en raison du climat de l'entreprise, de la tension, du haut niveau de concurrentialité. L'université qui a développé ce type d'expérience est située dans une région relativement prospère de moyennes entreprises. Cela ne peut constituer un modèle universel.

Question - Dans les régions éloignées, très développées dans certains secteurs comme les mines en Abitibi, créer de forts liens avec l'entreprise ne serait-il pas une manière d'attirer des gens dans ces régions au lieu de les amener à l'université Laval?

Bernard Landry - Si l'Abitibi instaure une coopération significative avec le monde minier, ça veut dire qu'il faut prendre des risques aux plans de la santé et de la sécurité. Il y a là une problématique ultra concrète qui fait que les entreprises ne sont pas toujours en mesure de participer efficacement à la coopération. D'autres domaines s'y prêtent mieux : s'il s'agit d'envoyer un jeune comptable amasser des données de tenue de livre, cela va bien.

Question - Un processus de formation et d'éducation, c'est un peu un processus de conciliation. Or, comment les cégeps peuvent-ils concilier cette connaissance de soi comme collectivité et en même temps cette ouverture au monde, sans justement perdre cet ancrage?

Bernard Landry - Je pense que l'universalisation des disciplines de base est le meilleur antidote, comme elle le fut à toutes les époques du Québec. Les cours classiques dont on a fait longtemps l'apologie étaient des milieux très ouverts, où le tronc culturel enseigné ressemblait étrangement à celui qui était enseigné dans les lycées français ou les collèges américains. La version grecque que l'on rédigeait dans un collège de New York ou au Collège de Joliette était une discipline mondialisée qui formait les esprits occidentaux de la même façon. Toutes les disciplines de l'intelligence sont des antidotes au chauvinisme. C'est pourquoi nous ne sommes pas menacés. Il faut simplement trouver un compromis mais mon expérience me fait croire qu'il n'y a pas de national sans international, étymologiquement et autrement. Des citoyens du monde, il n'y en a pas sauf des exceptions très spécifiques, du côté de certains intellectuels apatrides, mais il s'agit là d'un niveau réservé à une toute petite élite. La nature humaine, c'est l'enracinement dans son terreau, le rayonnement et l'ouverture aux autres à partir d'une identité consolidée. Les psychiatres et les psychologues disent à peu près la même chose, sur le plan de l'individu. Il n'y a pas, paraît-il, plus traumatisant que d'éprouver des problèmes techniques d'état civil. S'apercevoir que son nom n'est pas son nom, ou s'apercevoir qu'il y a eu une erreur dans la tenue d'états civils du village ou bien encore que les archives de l'église ont brûlé, serait terrible sur le plan psychologique. Pour les peuples, c'est la même chose : il faut une identité. Une fois qu'on existe, on est prêt à accueillir les autres.

Le peuple québécois doit avoir existé de façon remarquable à une période de son histoire. Je soupçonne d'ailleurs qu'il a même dû être trop confortable. En effet, il était d'une telle ouverture sur le monde qu'il était prêt à se sacrifier et à dissiper sa propre identité. Le mouvement missionnaire, par exemple, est un mouvement de générosité sans précédent dans l'histoire humaine pour une collectivité de notre taille. Que veut dire qu'on ait été presque davantage portés sur le développement des autres que sur le nôtre?

Je suis allé à Kyoto visiter le collège des Clercs de Saint-Viateur : c'est le meilleur collège du Japon, le genre où l'on se suicide lorsqu'on est recalé (les Japonais sont moins cléments que vous l'êtes : les examens d'entrée dans tous les collèges ont lieu le même jour, à la même heure. Il est impossible de jouer à droite et à gauche. Si je veux Kyoto et je ne l'ai pas, je n'ai rien du tout. J'ai demandé aux frères et aux pères comment ils font pour mériter un tel succès. Ils ont répondu : «On fait comme à Joliette en 1925». Il devait y avoir là quelque chose de fortement identitaire et de fortement partageable tout à la fois.

Question - L'accès aux collèges et aux universités se bute à une certaine difficulté depuis quelques années. On évalue à 50 ou 55 p. cent la proportion des étudiants qui travaillent à temps partiel non plus l'été, comme dans le bon temps de la fin des collèges classiques, mais de façon régulière, soit 20 ou 25 heures par semaine. On a l'impression d'assister à un phénomène d'éducation des adultes où les gens étudient à temps partiel. Le phénomène n'est pas nouveau. Ce qui l'est, c'est son ampleur.

Bernard Landry - Je vois habituellement ce problème par l'autre bout de la lorgnette. Vous renversez la perspective. J'ai des étudiants et des étudiantes qui travaillent et je m'en réjouis. Si je parle du système monétaire international et que j'ai dans la classe, comme c'est le cas, le chef du pupitre des changes à la Banque Nationale du Canada, le dialogue est passionnant. Mais il s'agit du niveau universitaire. Et le travail de cet étudiant est en complémentarité totale et absolue avec mon enseignement. J'avoue que de me faire parler de Big Macs ne m'intéresserait guère.

L'équilibre entre les valeurs matérielles et les valeurs spirituelles semble de grands mots. N'empêche qu'il faut éviter un écueil. Si tout ce qu'on a gagné avec notre révolution tranquille c'est de se diriger tranquillement vers le matérialisme le plus total, on n'aura pas gagné grand-chose. Il est intrigant que les grands peuples qui nous entourent aient le succès matériel grand sans avoir élevé le matérialisme au niveau de vertu.

Je redonne l'exemple de la France, cinquième puissance économique et première, à mon avis, pour l'équilibre entre la matière et l'esprit. La France est dirigée par un président socialiste, un intellectuel qui sermonne régulièrement ses ouailles sur les valeurs morales. Même les États-Unis ont eu un Franklin Roosevelt comme phare intellectuel de la nation. Les Américains renouent régulièrement avec les valeurs de leurs révolutions, avec Thomas Jefferson et John Quincy Adams. Il faut trouver dans nos racines des éléments qui contrebalancent le matérialisme ambiant. S'il n'y a pas de Thomas Jefferson québécois, il y a bien des gens dans notre histoire qui ont des choses à dire, des contemporains qui pensent à autre chose qu'à l'argent et aux fins de mois. Il faut un équilibre : au niveau collégial, ceux qui sont portés à tenir le fort sur ce plan n'ont pas tort.

Question - Vous avez parlé de mondialisation des contenus. Vous dites qu'il faut insister sur la formation fondamentale. N'y a-t-il pas une force qui agit en sens inverse qui, dans le libre-échange, s'incarnerait dans une uniformisation des exigences des corporations professionnelles à l'échelle continentale. Quoique le Québec exerce déjà une certaine compétence pour tout ce qui régit les professions, l'accès à certaines d'entre elles se fait par le biais des examens canadiens. Dans le cas de la médecine vétérinaire, tous recherchent l'accréditation américaine. Cette uniformisation des exigences des corporations professionnelles ne nous conduit-elle pas dans le sens inverse d'une plus grande spécialisation plutôt que dans celui d'une meilleure formation fondamentale?

Bernard Landry - D'abord, le libre-échange aurait essayé de régler ça, mais cela s'est avéré un échec parce que la plupart de ces questions relèvent de gouvernements qui ne sont pas signataires du traité, les États américains et les provinces du Canada. C'est un secteur laissé à peu près totalement dans l'ombre par le traité de libre-échange et ni les Américains, ni le Canada n'ont réglé cette question chez eux. Un avocat du Québec ne peut plaider à Toronto et un avocat de New York ne peut plaider en Californie, si l'on excepte une série d'accords croisés - que d'ailleurs plus personne ne comprend - entre la Californie, le Wisconsin et le Texas, où le droit de pratiquer dans trois États donne celui de pratiquer dans un quatrième, etc.

Le problème reste entier. Il faut introduire des distinctions et celles-ci sont en voie de l'être en Europe parce que l'acte unique européen, c'est entre autres choses la libre circulation des personnes, ce qui est absent du traité de libre-échange. Pour que la libre circulation des personnes ait un sens, il faut qu'un diplôme de dentiste à Rome soit compatible avec un diplôme de dentiste à Paris. C'est le cas le plus simple, parce que la dentition entre Paris et Rome ne varie pas vraiment. Pour les professions basées sur les activités elles-mêmes universelles, le problème est presque nul. Sauf qu'il y a des problématiques très nationalisées: le droit, par exemple, est très typé d'un endroit à un autre. Là on peut avoir des spécialisations tout à fait locales. Pour le reste, le mouvement de mondialisation est incompressible. Dans le traité de libre-échange, il y a une profession qui a demandé que ces barrières soient abolies parce qu'elle était déjà mondialisée, c'est la profession d'architecte qui, par tradition, est mondiale. Sauf que les ingénieurs-conseil demandent la même chose aux gouvernements américain et canadien. L'association des ingénieurs a écrit pour exiger le même statut que les architectes.

Les spécialités resteront les grandes spécialités. Mais le tronc de base lorsqu'il peut être mondialisé, comme dans le cas de la médecine ou de la chirurgie dentaire, le sera.

Question - J'ai assisté récemment à une discussion sur l'inquiétude des éducateurs face à la difficulté de cerner la culture dans laquelle ils évoluent. On parlait même de crise culturelle. Ne croyez-vous pas que la mondialisation nous place aussi, comme éducateurs, dans cette difficulté de cerner quel genre de culture on doit transmettre aux jeunes?

Bernard Landry - Quand on pose le problème des cultures, on pose celui des peuples. Sans une mondialisation organisée de l'économie, nous nous dirigions vers une domination des petits pays par les grands. Souvenez-vous : il y a 50 ans, une multinationale était par définition une compagnie américaine oeuvrant à l'étranger. Il n'y en avait que pour les gros sur le plan économique et, partant, politique et, ultimement, culturel. Des institutions multilatérales comme le GATT, le FMI - ou le traité de libre-échange qui établit un contrat entre un gros et un petit -protègent les petits. Un contrat entre un gros et un petit, représente toujours la protection du petit. Sans contrat, le petit est vulnérable. C'est Lacordaire qui disait qu'entre le fort et le faible, la liberté opprime et la loi libère. Comme le rouleau compresseur de l'économie passe sur tout le monde, on a aménagé un système économique multinational qui permet de respecter les souverainetés nationales. C'est pourquoi le Luxembourg, qui a moins d'habitants que la ville de Laval, est un État souverain qui peut prétendre au même niveau de vie que son voisin, la république fédérale d'Allemagne ou que la France, parce qu'on lui permet de participer à un grand marché sans renoncer à ses structures nationales. Y a-t-il une culture luxembourgeoise? La question est vaste. Mais il y a certainement une culture française, une culture allemande, une culture danoise et beaucoup de petits peuples ont acquis le droit d'être riches en restant ce qu'ils sont.

La mondialisation c'est comme la cantharide, qui porte en soi son poison et son contre-poison. La mondialisation peut nous empoisonner sur le plan culturel, mais puisqu'elle est régie par des institutions multilatérales et qu'elle va nous permettre d'être riches en étant petits, elle porte son contre-poison, parce que les cultures sont supportées par les économies. On doit accepter le fait indéniable qu'il y a une culture québécoise et qu'elle est très présente dans nos maisons d'enseignement.

Question - Deux anecdotes. Dans la série «The Junior High» (le lundi à huit heures, au réseau de télévision public canadien CBC), le facteur canadien a perdu son uniforme. Il y a deux semaines, il affichait Post Canada. Maintenant, l'uniforme est identifié «Mail» et le professeur a commencé à parler de son expérience au Vietnam. Juste de l'autre côté du couloir, il y a aujourd'hui le congrès de l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC). Le nom est toujours français puisque l'association a été fondée par des francophones. Mais, si vous tendez l'oreille, la langue de travail est l'anglais et les délégués québécois francophones accueillent les délégués québécois francophones en anglais. Il n'y a pas de traduction simultanée.

Bernard Landry - Mes cours étant de cinq heures trente à huit heures trente tous les lundis, je ne suis pas candidat à l'écoute de cette émission dont vous parlez. Deuxièmement, aucune des deux anecdotes ne me surprend, au train où allaient les choses. Après la Deuxième Guerre mondiale, seules les très grandes puissances économiques et culturelles avaient le droit d'influer sur le destin du monde : l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique. Même l'Europe n'était pas de la partie. On a pu établir un certain équilibre par une action structurelle intelligente qui a rebâti l'Europe de l'Ouest pour la rendre presque aussi grosse que les États-Unis d'Amérique sans pulvériser ses cultures. Que serait-il arrivé si les Européens n'avaient pas eu cette idée du Marché commun? Nous aurions obtenu une série de pays insignifiants sur le plan économique, en ordre dispersé face aux États-Unis et à l'Union soviétique et il y aurait eu un danger de colonialisme des États-Unis en Europe à un niveau incommensurablement plus élevé que celui qu'on a présentement.

Ces anecdotes illustrent le danger de l'impérialisme et du néocolonialisme et de l'imposition par les grandes puissances de modèles qui ne conviennent pas à tout le monde. Par ailleurs, les structures que j'ai évoquées, conçues pour civiliser la mondialisation, nous donnent une chance de nous en sortir à la condition qu'il y ait une vigilance culturelle continuelle du Québec.

Nos compatriotes du reste du Canada ont laissé tomber la lutte depuis déjà plusieurs années et c'est le rapport Caplan-Sauvageau qui nous apprenait que le pendant torontois de ce qui est au Québec le navire amiral de la culture canadienne, Radio-Canada, arrive cinquième dans les cotes d'écoute. Le navire amiral de la culture canadienne est battu par CBS, NBC, ABC et le réseau privé CTV. Le Québec a eu plus de chance, il a été plus bagarreur, et ce sans aucune sympathie de la part du reste du pays. Personne, je pourrais presque dire de la rue Saint-Laurent à l'Océan Pacifique, n'a applaudi à l'adoption de la loi 101. Ils n'ont pas apprécié notre combat culturel et ils n'ont pas mené le leur. J'ai peur qu'ils aient perdu le leur et, s'il n'en tient qu'à moi, on ne perdra pas le nôtre.

Question - Peut-on considérer la section de l'Université Laval de l'AIESEC comme des compatriotes du reste du Canada à l'ouest de la rue Saint-Laurent?

Bernard Landry - Ce qui joue à Toronto joue dans une forme atténuée ici. Je n'ai pas l'intention de le nier. Je dis qu'à Toronto la partie est peut-être perdue et qu'à l'Université Laval elle ne l'est peut-être pas. Tant qu'il y aura ce «peut-être», j'en serai.

Question - Mais étant donné que les mêmes causes produisent les mêmes effets, comment une mondialisation de l'économie peut-elle favoriser les différences nationales quand la conséquence logique c'est leur abolition, par définition?

Bernard Landry - Je vous redis que la mondialisation était commencée et que le bal était mené par les grandes puissances. L'aménagement de cette mondialisation va permettre à des cultures de peuples différents de subsister comme entités autonomes par la vertu même du regroupement. Qu'arriverait-il du Luxembourg sans la Communauté économique européenne, face à la puissance américaine? Il n'en resterait rien. Qu'arrive-t-il du Canada si c'est l'anarchie dans ses rapports avec son grand voisin. Ce n'est qu'une question de temps : il se fait bouffer. Le Canada a décidé de mettre fin à l'anarchie. Il y a un traité qui organise les rapports entre les deux. C'est déjà une amélioration incommensurable. Mettre le phénomène dont vous parlez sur le dos de la mondialisation serait incorrect, à la condition d'être capable de faire les sacrifices de niveau de vie qui iraient avec l'énoncé. Aucune population ne voudra plus les supporter. Pensons à un Québec fermé avec, par exemple, 60 p. cent de douanes à nos frontières. Le Québécois ne veut pas de société sensiblement moins riche que celles qui l'entourent. Il est prêt à des sacrifices financiers pour des objectifs culturels, mais l'écart ne doit pas dépasser un certain seuil. Autrement il n'y aura plus de Québec.

Question - Ce qui est intéressant dans la discussion, c'est que tranquillement on voit bien qu'il faut redoubler de prudence, l'éducation étant un milieu qui fait toujours un peu de surf sur les modes du jour. On s'aperçoit qu'il faut faire une distinction importante, à laquelle le libre-échange ne change pas la nature. Il existe telle chose qu'un «substrat culturel». Il y a des formations de base qui sont de l'ordre de la mondialisation, des nouveaux contenus pédagogiques qui intégreraient davantage d'enseignement géopolitique ou géo-économique, qui nous mettraient à l'heure.

Je retiens que les gens de l'éducation doivent se préoccuper de ce grand raz de marée qui devrait avoir pour effet de conforter la conviction des gens qu'il y a des choses internationales

dans l'intelligence et la culture. Le Québec, par exemple, ne peut pas être le nombril du monde, mais la culture était au coeur des préoccupations des Québécois au point de départ.

On trouve, dans la question actuelle, l'occasion de rediscuter de la formation fondamentale - qui est une question éternelle, jamais réglée - et de commencer à avoir des points d'ancrage plus concrets. La mondialisation implique de s'intéresser à d'autres modes de pensée que le nôtre. Tout le réseau d'échange dont vous parlez est une vaste mécanique qui n'est rien d'autre que des gouvernements qui se mondialisent tranquillement. Parallèlement, ces derniers se voient rélégués à un rôle minoritaire. Les gouvernements ne se désengagent pas parce qu'ils le veulent bien, ils le font parce qu'ils sont obligés de partager le pouvoir et l'espace avec de grandes entreprises multinationales, avec des enjeux d'une autre nature. On assiste à l'organisation d'une sorte de gouvernement partagé qui constitue peut-être la troisième voie qu'on cherche depuis si longtemps de toutes sortes de façons chez nous. Je remarque comment la mondialisation repose les questions intéressantes aux gens qui ont comme première mission de dispenser des formations fondamentales, de permettre à un jeune d'avoir accès à autant de portes qu'il peut ouvrir. C'est une perspective stimulante, en dépit des budgets.

Bernard Landry - Il est consolant de constater que le milieu de l'éducation est traversé par les courants. Plus qu'une mode, la mondialisation est un courant de fond. Ça nous interpelle et c'est consolant que vous le preniez ainsi. Je pense que si, paradoxalement, un peu d'international éloigne de la patrie, beaucoup d'international y ramène. Pour le corps et l'esprit. Ne pas avoir de culture et d'attachement propres est source d'angoisse.

Concomitant à ce mouvement de mondialisation est la renaissance de beaucoup de petits peuples. Le problème national s'est posé avec beaucoup d'acuité depuis cinq ans. Après la guerre, l'Estonie, l'Arménie sont entrées dans l'Union soviétique sans faire de bruit. Depuis que les Estoniens se sont retrouvés minoritaires sur leur propre territoire et que les policiers leur parlent en russe, pas mal de choses ont changé. La revendication arménienne ne s'éteindra jamais.

Certains peuples se sont découverts dans le mouvement de mondialisation. Je suis un nationaliste québécois voyant et un internationaliste «voyant» au sens où l'on me voit. Ça me vaut des contacts de plusieurs personnes appartenant à des petits peuples dans le monde entier qui regardent attentivement ce que fait le Québec. Si le Québec échoue, ils sont encore plus mal en point parce que les trois quarts d'entre eux n'ont pas nos moyens.

La mondialisation c'est aussi une solidarité entre les petits. Pourquoi la plupart des petits peuples d'Europe non souverains sont très en faveur de l'Europe - Catalans, Basques et Wallons confondus. C'est qu'ils savent que l'Europe est leur seule chance de conserver une autonomie, une puissance économique et un niveau de vie à l'intérieur d'un grand tout qui les protège et ne cherche pas à les écraser comme des grandes puissances laissées à elles-mêmes.

Le Québec a un rôle à jouer dans le monde. Il y a diverses sortes d'animaux, il faut s'en rendre compte, et les jeux sont faits : le Québec ne sera jamais une grande puissance et les États-Unis d'Amérique n'en seront jamais une petite. Une fois qu'on a pris acte de ça, on peut tirer notre épingle du jeu. C'est comme cela que le destin et l'avenir peuvent être évoqués face à des adolescents et à des adolescentes que vous avez la mission de former.

Conclusion

Conclusion[2]

Je retiens que mondialisation signifie compétition, compétence et qualité. Je pense que, comme éducateur, comme parent, comme intervenant dans le milieu de l'éducation et particulièrement dans le monde collégial, nous devons retenir qu'une compétition nous attend. Lorsqu'on regarde notre document sur les 20 ans des cégeps et que l'on s'aperçoit qu'on a formé 500 000 diplômés et diplômées dans les 20 dernières années dont 300 000 à l'enseignement général et 200 000 techniciens et techniciennes, je pense qu'on fait deux constats.

D'abord, il va falloir en former beaucoup plus pour arriver à jouer le jeu de la compétition dont on nous parle et il va falloir conférer un degré de qualité à cet enseignement qui devra être à la hauteur des différentes nations qui seront nos partenaires.

J'écoutais avec plaisir la comparaison de votre étudiant qui s'occupe des taux de change que vous compariez avec celui qui s'occupait des Big Macs. J'avais cru comprendre que le Big Mac était devenu un étalon de comparaison de la richesse et des monnaies internationales. Je pense que même si beaucoup de nos étudiants et étudiantes font dans le Big Mac, il faudra leur inculquer des concepts tels ceux de qualité, et d'enseignement de base, qui leur permettront d'entrer de plain pied dans une telle compétition.

Comme milieu, nous avons déjà une certaine vocation internationale. La conférence de ce matin va nous amener dans les prochains mois à réfléchir de nouveau sur ce rôle de développement qui nous est propre. Elle va nous amener à faire une réflexion sur l'avenir de nos institutions dans ce domaine. Je pense qu'une table ronde en 1989 ou en 1990 sur le sujet, qui nous préparerait avec d'autres milieux à faire face aux exigences de la clientèle, serait bienvenue.

Un mot pour vous remercier d'avoir accepté d'inaugurer ces conférences. Vous nous avez transmis un message clair : prenons notre place sur les plans local, canadien et international. Personne ne nous la donnera.

En terminant, je vous invite Mesdames et Messieurs à la prochaine Conférence sur l'éducation qui se tiendra l'an prochain, les 22 ou 23 février 1990!

---

[2] par M. Pierre Delisle, vice-président de la Fédération des cégeps